

RÉPONSES NATIONALES

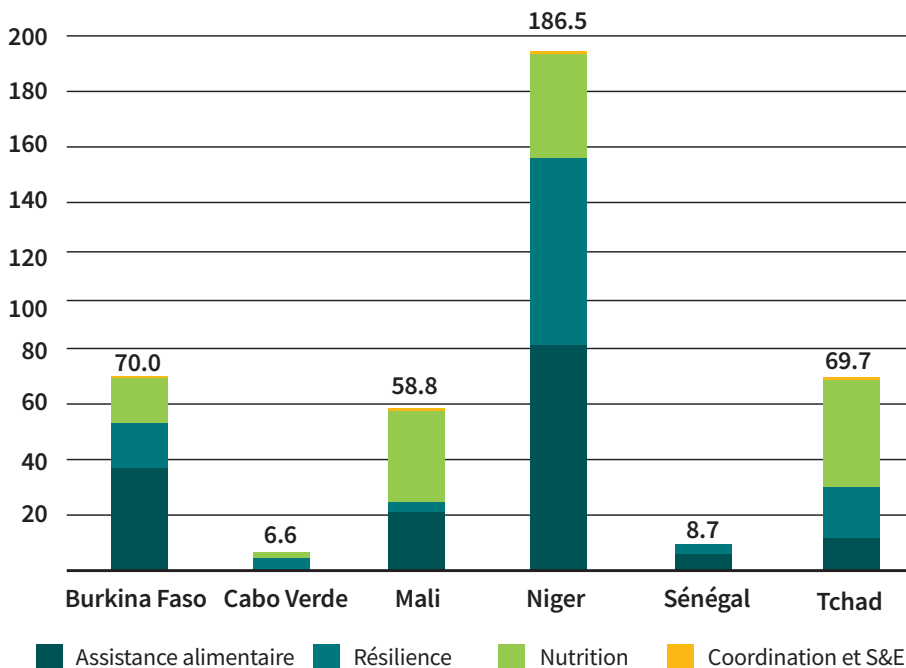
UNE RÉPONSE ANTICIPÉE

Les pays ont rapidement consenti d'importants efforts pour anticiper et réagir face à la crise annoncée en décembre 2019. Six pays (Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Niger, Sénégal et Tchad) ont formulé leurs plans de réponse dès le début de l'année 2020 pour un montant total de plus de 400 milliards de F CFA (610 millions d'euros). L'estimation des coûts se base sur les résultats des analyses du CH reflétant le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle et la sévérité de leur vulnérabilité (phases 3-5). Les plans comportent différents volets : assistance alimentaire, protection des moyens d'existence (résilience) et lutte contre la malnutrition. Une part est également consacrée à la coordination et au système de suivi-évaluation (S&E). Le budget et sa répartition varient selon les pays. Au Niger, le Plan de soutien national inclut des mesures visant à renforcer la résilience des ménages chroniquement vulnérables, à travers des filets sociaux pluriannuels. Ces coûts ne sont pas systématiquement inclus dans les autres plans de réponse, ce qui explique en partie la différence entre les budgets.

Graphique 12.

Coûts estimés des plans nationaux de réponse, janvier 2020 (avant Covid-19)

Milliards de F CFA

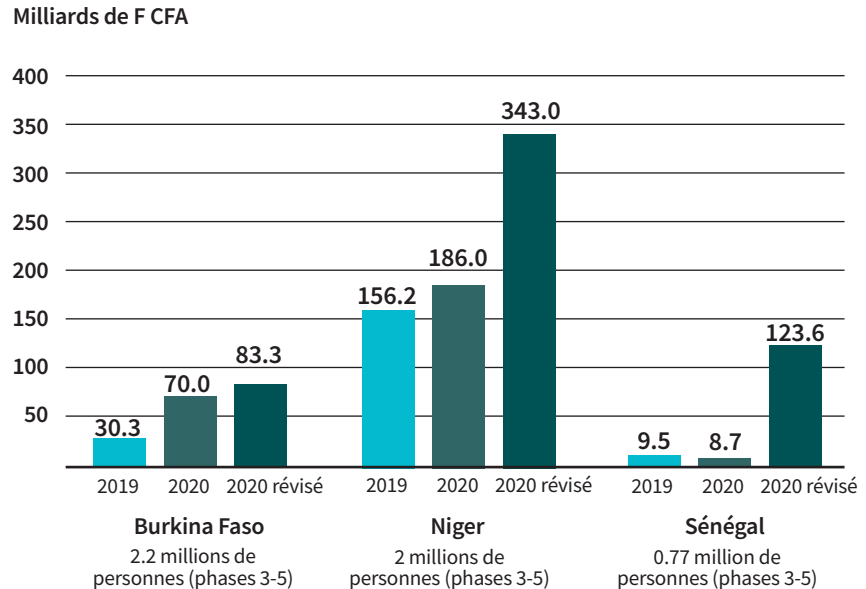


Source : CILSS, réunion restreinte du RPCA, avril 2020. Graphique : © CSAO/OCDE.

PLANS DE RÉPONSE RÉVISÉS

Suite à la recommandation du RPCA en avril 2020, les plans de réponse ont fait l'objet d'une révision afin de tenir compte des évolutions des crises sécuritaire et sanitaire. Le Graphique 13 illustre l'explosion des coûts. Les pays, avec l'appui de leurs partenaires, ont considérablement augmenté leurs moyens de réponse pour faire face à la crise. Le Plan d'urgence sécurité alimentaire (PUSA) du Sénégal étend le champ d'action à toutes les cibles susceptibles d'être affectées par les effets de la pandémie de Covid-19. Le budget du PUSA augmente ainsi de 114.9 milliards de F CFA, soit 13 fois le budget initial. Au Niger, le plan de réponse a également été reversé au plan de riposte à la pandémie de coronavirus. Ceci a permis d'assurer la prise en compte du secteur « sécurité alimentaire, nutritionnelle et agriculture durable » (SANAD) dans la réponse aux effets de l'épidémie, aux côtés d'autres secteurs tels que la santé et l'éducation. La révision du plan a également permis d'y inclure des interventions d'assistance alimentaire en zone urbaine ce qui n'est habituellement pas le cas.

Graphique 13.
Coûts estimés des plans nationaux de réponse, 2019 et 2020



Sources : CILSS (2020) ; Plans nationaux de réponse du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal (2020).
Graphique : © CSAO/OCDE.

EXEMPLE 1 : LA RÉPONSE DU BURKINA FASO

Le Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV) 2020 se base sur les résultats de l'analyse nationale du CH. Le plan révisé tient compte de l'aggravation de la situation sécuritaire et de l'impact de la crise sanitaire. Le budget a été revu à la hausse (augmentation de 13.3 milliards de F CFA = 20.1 millions d'euros). Le budget consacré à la réponse nationale a ainsi presque triplé par rapport au niveau de 2019 (30.3 milliards de F CFA ; taux de réalisation de 72 % = 23.7 milliards de F CFA).

Le plan révisé reflète les nouveaux besoins des populations déplacées internes (920 000 PDI en juin 2020). À titre d'exemple, la province du Sanmatenga accueille près de 270 000 PDI et a bénéficié d'une distribution de vivres à hauteur de 3.3 milliards de F CFA. Ces actions ont été complétées par une distribution du *cash inconditionnel*. Des actions spécifiques ont été menées – dans la mesure du possible – dans les « zones à accès limité » (Kompienga, Komondjoari, Loroum, Oudalan, Soum et Yagha). Le plan a ciblé quelque 400 000 enfants malnutris dans 31 provinces.

Les mesures relatives à la lutte contre le coronavirus (mise en quarantaine de villes touchées, fermeture des marchés, couvre-feu) ont entravé la réalisation d'un certain nombre d'activités (*cash for work*). Le gouvernement a pris une série de mesures d'atténuation (points de vente de céréales à prix subventionné et distribution alimentaire gratuite). Il a également lancé un fonds de solidarité au profit des acteurs du secteur informel (en particulier les femmes) pour la relance des activités de commerce des fruits et légumes. La levée des restrictions et la réouverture des principaux marchés ont permis une reprise des activités commerciales contribuant à un meilleur niveau d'approvisionnement des marchés agricoles.

La mise en œuvre du PRSPV a été coordonnée par le Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE-CNSA). En avril 2020, le plan a obtenu des intentions d'engagement à hauteur de 91.8 %.

EN BREF

Coût total : 83.3 milliards de F CFA (126.5 millions d'euros)

Objectif global : Contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables à travers la mise en œuvre des actions appropriées et harmonisées d'assistance alimentaire et de protection de leurs moyens d'existence

Objectifs spécifiques

- ▶ Faciliter l'accès des populations cibles aux aliments en quantité suffisante et de qualité
- ▶ Renforcer la prévention et la prise en charge des enfants malnutris
- ▶ Protéger les moyens d'existence des populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Cibles

- ▶ 2.15 millions de personnes en crise (dont 136 175 personnes en phase 4)
- ▶ 0.4 million d'enfants malnutris
- ▶ 236 665 ménages vulnérables

Trois phases

- ▶ Janvier-juin : période de mitigation
- ▶ Juillet-septembre : période de soudure
- ▶ Octobre-décembre : période de relèvement

ACTIVITÉS

Assistance alimentaire

- ▶ Distribution gratuite de vivres en faveur de 1.4 million de personnes dans les provinces déficitaires avec des populations vulnérables (phases 3-5)
- ▶ Distribution du cash inconditionnel dans les provinces excédentaires abritant des populations en phases 3-5
- ▶ Vente de céréales à prix social et subventionné dans les communes à risque (100 kg de céréales/mois vendu à 10 000 F CFA)

Protection des moyens d'existence

- ▶ Distribution gratuite des sous-produits agro-industriels dans les provinces à faible disponibilité de biomasse, aux PDI et ménages hôtes
- ▶ Distributions gratuites de fourrages grossiers dans les localités critiques (8 provinces)
- ▶ Vente d'aliments bétail à prix subventionné (30 provinces)
- ▶ Vente à prix subventionné de pierres à lécher et comprimés vitaminés (30 provinces)

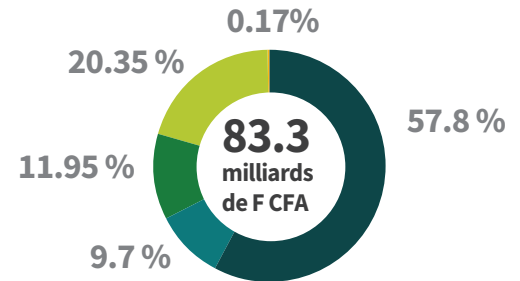
- ▶ Dotation gratuite des PDI et hôtes en complexes minéraux et vitaminés pour le bétail (5 régions, 8 provinces)
- ▶ Vente à prix subventionné de semences fourragères (13 régions = 45 provinces) ;
- ▶ Réhabilitation et réalisation de forages pastoraux (10 provinces)
- ▶ Soutien à la production maraîchère dans les zones vulnérables des communes à risque accessibles
- ▶ Appui à la production pluviale aux ménages agricoles vulnérables
- ▶ Distribution de noyaux reproducteurs de petits ruminants et de volailles aux ménages (phases 3-5)

Lutte contre la malnutrition

- ▶ Prise en charge de la malnutrition des enfants de 6-23 mois dans 31 provinces (MAS : 42 963 enfants ; MAM : 143 038 enfants)
- ▶ Prévention de la malnutrition selon le programme ANJE (117 116 enfants)
- ▶ Création de jardins nutritifs, prévention des zones du programme ANJE et les communes à risque d'insécurité alimentaire
- ▶ Réhabilitation et réalisation de forages dans 16 communes

Graphique 14.
Répartition budgétaire, Plan national de réponse du Burkina Faso, 2020

Coût total : 83.3 milliards de F CFA
(126.5 millions d'euros)



- Assistance alimentaire (48.1 milliards de F CFA)
- Production animale (8 milliards de F CFA)
- Production végétale (9.9 milliards de F CFA)
- Nutrition et eau (16.9 milliards de F CFA)
- Coordination et S&E (138 millions de F CFA)

Source : Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition 2020 (PRSPV), version définitive, avril 2020. Graphique : © CSAO/OCDE.

EXEMPLE 2 : LA RÉPONSE DU NIGER

L'analyse nationale du CH avait identifié près de 2 millions de personnes ayant besoin d'assistance (juin-août 2020). Le Plan de soutien initial prévoyait un budget de 186 milliards de F CFA (augmentation de 20 % par rapport au plan de soutien 2019). Ce plan a été révisé en avril pour tenir compte des différents facteurs aggravants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment lié à la crise sanitaire. Selon les nouvelles estimations, quelque 2.7 millions de personnes étaient désormais identifiées comme nécessitant une assistance alimentaire et nutritionnelle en période de soudure dont environ 240 000 en milieu urbain ; près de 2.9 millions de personnes étant affectés par les effets économiques de l'épidémie (dont près d'1 million en milieu urbain). Capitalisant sur un processus concerté et inclusif, le gouvernement du Niger a préparé un plan de soutien révisé, doté d'un budget plus conséquent de 343 milliards de F CFA. Le Plan de soutien a été mis en œuvre par le Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP/GCA), à travers la cellule « crise alimentaire » et la cellule

« filets sociaux », ainsi qu'à travers les actions financées et mises en œuvre directement par ses partenaires opérationnels.

NOUVEAUTÉS

- ▶ Extension des distributions gratuites ciblées aux ménages vulnérables en zone urbaine
- ▶ Extension des filets sociaux sous forme de transferts monétaires pour des ménages affectés par les effets de la pandémie (à travers un dispositif de protection sociale adaptative)
- ▶ Augmentation du nombre d'enfants malnutris pris en charge
- ▶ Prise en compte des aspects prioritaires de la production agrosylvopastorale et des impacts de la limitation des importations en raison de la fermeture des frontières sur la production agricole
- ▶ Réévaluation des coûts de mise en œuvre permettant d'appliquer les mesures de prévention pendant les opérations (respect des gestes barrière, éviter les attroupements, etc.)

EN BREF

Coût total : 343 milliards de F CFA (521.4 millions d'euros)

Objectif global : Contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables et groupes cibles affectés par les facteurs de risque humanitaire à travers des actions harmonisées d'assistance alimentaire et nutritionnelle et de protection de leurs moyens d'existence

Objectifs spécifiques

- ▶ Améliorer l'accès aux aliments pour les ménages vulnérables
- ▶ Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité liées à la malnutrition
- ▶ Protéger et réhabiliter les moyens d'existence des ménages vulnérables

Cibles : 5.6 millions de personnes au total :

- ▶ 2.7 millions de personnes en crise (dont 62 000 personnes en urgence - phase 4)
- ▶ 2.9 millions de personnes fragiles dont 1 million en milieu urbain
- ▶ 0.5 million d'enfants malnutris
- ▶ 500 000 PDI et réfugiés
- ▶ 50 000 migrants en transit

RÉALISATIONS

(liste non exhaustive - réalisations en cours)

Par la cellule « crise alimentaire »

- ▶ 55 000 tonnes de céréales ont été vendues à prix modéré
- ▶ 30 000 tonnes de céréales et 3 500 tonnes de niébé ont été achetées pour la reconstitution du stock national dont 5 200 tonnes achetées aux petits producteurs
- ▶ 171 000 ménages (soit 1.2 million de personnes) ont bénéficié de distributions gratuites de céréales et de niébé dont 250 000 personnes à Niamey
- ▶ 1 800 tonnes de riz et de niébé supplémentaires ont été achetés dans le cadre de la réponse aux inondations
- ▶ 20 000 ménages victimes des inondations ont bénéficié d'une ration partielle d'assistance alimentaire
- ▶ 35 000 ménages ont bénéficié de l'activité « vivres-contre-travail » (réalisation de plus de 6 000 km de bande pare-feu pour protéger les pâturages des feux de brousse)
- ▶ 25 000 enfants ont bénéficié de rations de farines fortifiées
- ▶ 1 600 tonnes de semences ont été distribuées aux ménages vulnérables
- ▶ 8 200 tonnes d'aliments pour le bétail ont été vendues à prix modéré

Par la cellule « filets sociaux »

- ▶ 28 000 ménages (sur 50 000 éligibles) ont commencé à bénéficier des paiements mensuels du dispositif de filets sociaux pluriannuels
- ▶ 13 500 ménages vont recevoir des filets sociaux en réaction aux inondations
- ▶ 13 000 ménages bénéficient d'opérations d'« argent contre travail »
- ▶ 432 000 ménages sont en cours d'enrôlement pour bénéficier de filets sociaux en réponse aux effets de Covid-19 auxquels s'ajoutent 86 000 ciblés par d'autres acteurs

Par des partenaires opérationnels

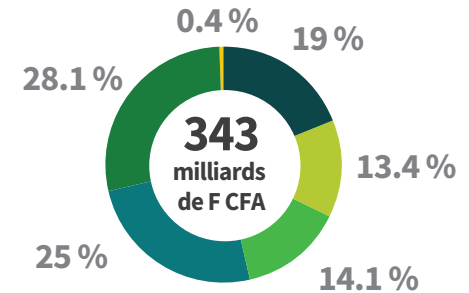
- ▶ 2.2 millions de personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire (distribution gratuite ciblée)
- ▶ 8 500 tonnes de semences ont été distribuées
- ▶ 35 000 tonnes d'aliments pour le bétail vendues à prix modéré

Un bilan exhaustif de la mise en œuvre du Plan de soutien sera réalisé en décembre 2020. Depuis 2011, les Plans de soutien annuels ont atteint en moyenne un taux de financement de 70 %.

Ce texte a été préparé sur la base d'une contribution par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, Niger.

Graphique 15. Répartition budgétaire, Plan de soutien national annuel 2020, Niger

Coût total : 343 milliards de F CFA
(521.4 millions d'euros)



- Accès aux aliments et nutriments (65.2 milliards de F CFA)
- Prise en charge et prévention de la malnutrition (46 milliards de F CFA)
- Renforcement des moyens d'existence (48.3 milliards de F CFA)
- Soutien aux populations chroniquement vulnérables (85.7 milliards de F CFA)
- Instruments de prévention et de gestion des crises (stocks de sécurité) (96.6 milliards de F CFA)
- Coordination et S&E (1.5 milliard de F CFA)

Source : Plan de soutien national annuel 2020 aux populations vulnérables, avril 2020. Graphique : © CSAO/OCDE.

EXEMPLE 3 : LA RÉPONSE DU SÉNÉGAL

Le gouvernement du Sénégal a transformé son Plan national de riposte initial (qui prévoyait la prise en charge de 0.77 million de personnes en situation de crise) en plan ambitieux couvrant l'ensemble du territoire national. Le Plan d'urgence sécurité alimentaire (PUSA 2020) a pour objectif de « contribuer à bâtir, avec la communauté des acteurs impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, une réponse rapide, vigoureuse et efficace, à la mesure du triple enjeu sanitaire, alimentaire et social auquel le pays fait face. » Dans le cadre de son opération « Aide alimentaire d'urgence », le gouvernement a réagi très vite en vue d'atténuer les effets socio-économiques de la pandémie de Covid-19. Dès fin avril 2020, le ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et territoriale (MDCEST) a lancé une opération de grande envergure pour soutenir 1 million de ménages vulnérables (8-10 millions de personnes sur 16 millions d'habitants) avec des kits alimentaires.

Une seconde phase a ciblé 529 627 ménages projetés en crise (CH, mars 2020) et sous pression dans les 45 départements. Le consortium de

six ONG* partenaires, dénommé *Replica*, a mené des interventions dans sept régions particulièrement vulnérables. Cette action a été rendue possible grâce au fonds de 11.5 milliards de F CFA provenant de l'indemnité versée au Sénégal par la mutuelle panafricaine d'assurance, *African Risk Capacity* (ARC), dont 6 milliards de F CFA pour le consortium. Le PUSA 2020 inclut également des appuis au secteur pastoral, notamment au nord du Sénégal (Matam et Saint-Louis). Les programmes de nutrition se sont focalisés sur le dépistage et la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée et sévère, en complément des activités de WASH (eau, assainissement et hygiène) réalisées par le partenaire *Replica*. La mise en œuvre du PUSA 2020 a été coordonnée par le Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE-CNSA), en collaboration avec d'autres structures étatiques et des partenaires. En avril 2020, le taux de mobilisation du financement était de 65.1 %.

*Action contre la faim, Caritas, Catholic Relief Service, OXFAM, PINKK, Plan International, Save the Children et Word Vision International.

EN BREF

Coût total : 123.6 milliards de F CFA (188.5 millions d'euros)

Objectif global : Construire une réponse commune, appropriée, rapide et efficace en vue de soulager ces populations et de les aider à résister à la double crise sanitaire et alimentaire

Objectifs spécifiques

- ▶ Fournir une assistance alimentaire appropriée à 529 627 ménages répartis sur l'ensemble du territoire national
- ▶ Fournir une assistance nutritionnelle aux enfants de 0 à 5 ans et aux femmes allaitantes et enceintes
- ▶ Renforcer la prévention et la surveillance épidémiologique (WASH)
- ▶ Conduire une opération de sauvegarde du bétail (349 848 unités de bétail tropical)
- ▶ Suivre & évaluer les effets de l'intervention

Cibles

- ▶ 4.3 millions de personnes dont 0.77 million de personnes en crise ou au-delà (phases 3-4) et 3.5 millions de personnes sous pression (phase 2)

Deux phases

- ▶ Opération « aide alimentaire d'urgence »
- ▶ Prise en charge des populations vulnérables pendant la soudure

RÉALISATIONS

Opération « Aide alimentaire d'urgence »

Cette opération était menée dans le cadre du Plan de riposte Covid-19 du Sénégal. Dotée d'un budget de 69 milliards de F CFA (105 millions d'euros) pour l'achat de 146 000 tonnes de denrées alimentaires, il s'agit de loin de la plus grande opération d'assistance alimentaire du Sénégal bénéficiant à près de la moitié de sa population.

La quasi-totalité des kits alimentaires a été distribuée avec succès (1.06 million de kits). L'opération a été reconduite en faveur de 100 000 ménages supplémentaires (phase 2). Un kit alimentaire était composé de 100 kg de riz, 10 litres d'huile, 10 kg de pâtes alimentaires, 10 kg de sucre, 18 morceaux de savon de 300 grammes. Cette action a largement contribué à éviter un basculement des populations sous pression en phase de crise.

Ce texte a été préparé sur la base d'une contribution du Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE-CNSA).

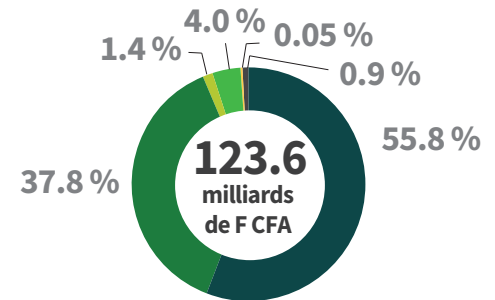
↓ **Tableau 5. Nombre de kits distribués** ↓

RÉGIONS	PHASE 1	PHASE 2	TOTAL
Dakar	244 855	15 665	260 520
Diourbel	85 074	6 483	91 557
Fatick	56 772	6 204	62 976
Kaffrine	39 406	3 995	43 401
Kaolack	65 029	8 158	73 187
Kédougou	15 800	2 220	18 020
Kolda	60 772	7 692	68 464
Louga	49 443	4 742	54 185
Matam	30 574	7 969	38 543
Saint-Louis	64 150	10 996	75 146
Sédhiou	29 234	3 100	32 334
Tambacounda	52 313	7 250	59 563
Thiès	110 068	8 042	118 110
Ziguinchor	56 840	8 755	65 595
Total	960 330	101 271	1 061 601

Source : Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE-CNSA), 2020.

Graphique 16.
Répartition budgétaire, Plan d'urgence sécurité alimentaire 2020, Sénégal

Coût total : 123.6 milliards de F CFA
(188.5 millions d'euros)



- Aide alimentaire d'urgence (69 milliards de F CFA)
- Cash transfert & bons alimentaires (46.7 milliards de F CFA)
- Sauvegarde du bétail (4.9 milliards de F CFA)
- Lutte contre la malnutrition (1.8 milliard de F CFA)
- Coordination et S&E (0.06 milliard de F CFA)
- Autres (1.2 milliard de F CFA)

Source : Plan d'urgence sécurité alimentaire, Sénégal, avril 2020. Graphique : © CSAO/OCDE.